

SKIKDA

Installation de la commission de wilaya pour les préparatifs de la saison estivale

On prépare déjà la saison estivale 2009. La commission de wilaya a commencé son travail au mois d'octobre. Une séance, tenue lundi dernier, a regroupé la Direction du tourisme, le chef de la daïra de Skikda et les P/APC de Skikda et de Filfila. A l'ordre du jour, l'évaluation de l'exécution des principales directives de la réunion du 17 novembre 2008, qui s'est tenue au siège de la wilaya, en présence du wali, du secrétaire général de la wilaya, de 12 directeurs de l'exécutif, de 6 chefs des daïras côtières et 7 P/APC.

Au cours de cette réunion, dix principaux axes d'intervention ont été fixés, à savoir l'ouverture d'autres plages autorisées à la baignade et de pistes, réalisation d'escaliers, approvisionnement en eau potable, éclairage public, construction de vespasiennes et de postes de secours au profit de la police, de la gendarmerie et de la Protection civile, l'animation sportive et culturelle, concession des plages, aménagement d'une autre plage-pilote et prise en charge des eaux usées déversées dans la plage de Aïn-Daoula à Collo. A charge de chaque instance compétente d'appliquer sa mission en fonction des moyens disponibles. La prochaine rencontre aura à déterminer les montants nécessaires, dans le cadre des PCD et du programme sectoriel, à consacrer pour les opérations requises. Logiquement, toutes les opérations lancées dans les communes côtières seront financées dans le cadre des PCD, hormis celle de Skikda. Quoiqu'il n'ait pas à écarter que cette dernière sera soutenue financièrement dans le cas d'une incapacité déclarée.

Le wali s'est opposé au sujet de l'ouverture d'autres plages. On va se suffire, pour le moment, des 20 autorisées à la baignade à travers les 6 daïras côtières. La proposition d'ouverture de la plage de Tamanart à Collo est en instance. Au préalable, il faut l'aval des services de sécurité, une inspection minutieuse des risques sécuritaires à encourir devra être l'étape

déterminante à toute prise de décision. La distribution d'eau potable se fera en fonction des spécificités de chaque région côtière. Pour celles qui ont un réseau d'AEP, ce sera la construction des bornes fontaines, les modèles installés le long de la côte de Larbi-Ben-M'hidi et Filfila pouvant servir d'exemple. En revanche, celles qui en sont démunies seront concernées par la stratégie des camions-citernes.

Les opérations d'ouverture des pistes et construction d'escaliers seront aussi lancées sur la base d'une étude bien réfléchie. Concernant la daïra de Skikda, le BET de Belaouar Samia a été chargé d'établir un état des lieux de sept plages, quatre de la station balnéaire de Larbi-Ben-M'hidi (la Sirène, Larbi-Ben-M'hidi, Plage militaire et la plage Guigue) et trois de Filfila (les plages de Oued G'sob, Oued Gatt et Righa). C'est sur la base de ces différentes recommandations que des travaux seront logiquement entamés. L'éclairage public ciblera seulement trois plages, Rmila (la Marsa), Teleza (Collo) et la Grande Plage. Petite innovation l'été prochain, les postes de secours, les vespasiennes et toutes sortes d'équipements publics destinés aux plages seront bâtis en dur. Cette idée a été toujours rejetée par l'inspection de l'environnement. Cette fois-ci, la loi du littoral sera «outrepassée» pour des considérations d'utilité publique. Et par le fait aussi que le préfabriqué aurait été plus coûteux au budget de

l'Etat. En matière d'animation sportive, il a été vivement recommandé l'organisation de soirées artistiques au niveau des plages et autres concessions. Déjà, trois sites pourraient être affectés à la réalisation d'espaces de jeux où seront implantés des balançoires, des terrains de volley, de foot et autres disciplines qui seront définies incessamment.

Le premier sera après le 3^e poste ; le deuxième en face du pont séparant les deux communes, Skikda et Filfila, précisément à la plage-pilote de Oued G'sob et le troisième entre les deux concessions de Nour Beach et celle de Saâdallah. Le volet culturel sera également pris en considération. La forêt récréative de Filfila, la plage-pilote de Oued G'sob, ainsi que les régions de Collo et la Marsa seront également ciblées par des activités dans ce domaine. L'aménagement d'une autre plage-pilote figure aussi dans l'agenda de travail de l'été prochain. L'étude et le lancement des travaux seront pris en charge par l'APC de Skikda.

Le site de la plage de Oued Guigue, se trouvant après la plage militaire, a été retenu pour cette opération. On prévoit un prolongement entre les deux plages-pilotes. En dernier lieu, le problème des eaux usées se déversant dans la plage de Aïn Daoula, à Collo, sera résolu. La DSP, la DHW et l'inspection de l'environnement ont été chargées d'effectuer les analyses nécessaires.

Curieusement, le problème pendant et récurrent des tentes et celui lié aux entraves à l'investissement hôtelier n'ont pas été abordés lors de cette séance et des autres.

Concernant le premier point, les différentes instructions du wali, premier magistrat de la wilaya, doivent être appliquées. Au sujet du deuxième, plusieurs dossiers sont toujours en attente d'agrément au niveau du ministère de l'Environnement,

du Tourisme et de l'Aménagement du territoire. En revanche, 6 projets on eu leur agrément durant le premier trimestre de l'année en cours. Actuellement, c'est la phase finale de délivrance du permis de construire qui est à signaler. Il s'agit de deux relais routiers (motels) à Hamadi-Krouma et Aïn-Zouit, de la conversion de la salle des fêtes de Hachemi, située à Stora, en hôtel et des logements promotionnels de Abd Esmed (Sunvestour), implantés dans la ZET de Larbi-Ben-M'hidi, en complexe touristique, de la réalisation par Ramdani d'un complexe touristique et de l'hôtel et salles des fêtes de Medouda, implantés tous les deux à Filfila. Il y a lieu de souligner qu'habituellement, c'est en février que la Direction du tourisme clôture ses vacances et commence les préparatifs. Cette fois-ci, c'est en octobre que le coup de starter a été donné. Action frappée du sceau de la prématurité, si l'on peut dire. Pour rappel également, les statistiques de la saison estivale écoulée font ressortir un afflux de 3,5 millions d'estivants ayant fréquenté les 20 plages autorisées à la baignade.

Une enveloppe financière de l'ordre de 197 436 182,15 DA a été dégagée pour le financement de nombreuses opérations d'aménagement et d'équipement des plages durant les années 2006, 2007 et 2008.

La saison écoulée a été notamment marquée par le lancement d'une expérience intervenant dans le cadre des directives du ministère de l'Environnement, du Tourisme et de l'Aménagement du territoire. Il s'agit de 14 plages-pilotes à travers le territoire du pays. A Skikda, le choix s'est porté sur le site de Oued G'sob, relevant de la commune de Filfila, d'une superficie de 52 000 m².

Les opérations d'aménagement du site, de réalisation d'esplanade, d'éclairage public et de construction de postes de

vigiles au profit de la Protection civile, la gendarmerie et la police ont nécessité un montant avoisinant le 1,5 milliard de cts. Y étaient également inclus les travaux de prolongement de la corniche vers Filfila, sur une distance de près de 2 km. Par ailleurs, 30 concessions de plages ont été accordées à des opérateurs privés, soit 9 de plus par rapport à la saison 2007. La plupart d'entre elles ont été concentrées sur la côte reliant la station balnéaire à la commune de Filfila.

A la lumière de ces données, on constate que le gros travail est axé sur la mise à la disposition des plages des équipements et aménagements nécessaires. La culture touristique n'est pas encore inculquée à la masse. Le paratourisme fait encore défaut. L'absence de centres de vacances se fait vraiment sentir. Le camp de la Marsa, ouvert l'année écoulée au profit des fonctionnaires de la wilaya, ne peut satisfaire les besoins de la région. Il serait temps de revoir la stratégie en la matière, afin d'éviter aux groupements scolaires la dégradation. Ceux-ci sont exploités en été par les estivants venus de tout le territoire du pays.

L'accent est mis toujours sur le relookage d'une seule côte, celle de Larbi-Ben-M'hidi, une ZET agressée. Des litiges, des constructions anarchiques, des lotissements non viabilisés et un paradoxe entre habitations non régularisées et une partie longeant la mer toujours en voie de redynamisation sont les principales caractéristiques de cette station balnéaire.

En revanche, deux ZET vierges peuvent jouer également le rôle de catalyseur du tourisme. Il s'agit de Guerbes, relevant de la commune de Djendel-Mohamed-Saâdi, ayant le statut de ZET depuis 89, et Ben Azzouz (la plage de Kef-Fatma) qui sera bientôt agréée par l'ANDT, l'Agence nationale du développement touristique.

Zaïd Zoheir

KHEMIS-MILIANA
Un blessé grave dans un accident de la circulation

Le choc fut épouvantable. Il s'est produit mercredi dernier à 8h15 au niveau du carrefour Souffay, à la sortie est de la ville de Khemis-Miliana. Le conducteur d'un semi-remorque chargé de bouteilles d'eau minérale, n'ayant plus le contrôle de ses freins, a dévalé la pente à «quelque 120 km à l'heure», affirme des riverains ayant assisté à la scène. «Par miracle, aucun véhicule ni personne ne se trouvait sur la route du mastodonte», nous dit un témoin oculaire sur les lieux de l'accident. Cependant, le chauffeur, dans un dernier réflexe, ne voulant pas provoquer un carnage, dirige la camion vers le portail d'entrée de la clôture du chantier de l'ENGEOA qui réalise la trémie. Une autre chance, même à l'intérieur, tous les véhicules qui d'ordinaire étaient stationnés avaient quitté le chantier.

Sa course folle est stoppée net par les immenses arceaux en béton armé qui servent à la voûte de la trémie. Le camion les percute puis se renverse et perd toute sa cargaison.

Le chauffeur a été dégagé avec une jambe totalement sectionnée. Le blessé est dirigé d'abord vers l'hôpital de Khemis-Miliana puis l'hôpital Farès Yahia de Miliana.

Les accidents provoqués par des camions qui descendent du col Kandek, à 638 m, ont été nombreux au niveau de ce carrefour.

Si bien que la réalisation d'une trémie s'est imposée. Mais les travaux perdurent et ne sont pas près d'être achevés.

Karim O.

OLIVERAIES BICENTENAIRES ET TERRES AGRICOLES MENACÉES

Levée de boucliers contre le tracé de déviation de la RN12 sur l'axe Fréha-Azazga

A en croire les déclarations de 100 propriétaires de terres agricoles à Azazga qui se sont rapprochés de notre rédaction pour répercuter leurs doléances, un véritable massacre écologique s'apprêterait à être commis sur leur patrimoine, des plaines verdoyantes, rappelant celles de la Mitidja, celles et des oliveraies ancestrales, pour faire aboutir un projet de déviation de la ville à partir de Fréha, une rocade de 8 km sur 70 m de large, soit 56 ha de terres fertiles qui seront transformées en bitume, entraînant la destruction d'un millier d'oliviers centenaires et ce, au mépris des recommandations visant la protection des terres agricoles du pays.

Les propriétaires de ces terres, des chefs de famille représentant un millier d'habitants, soutiennent qu'ils ne sont pas contre le projet, mais plutôt contre le tracé et son emprise désastreuse sur l'environnement, retenu, selon eux, sans consultation préalable, alors qu'il existe, d'après eux, des solutions idoines : un parcours sur des terrains communaux et domaniaux incultes.

Une solution pour préserver le patrimoine agricole et désenclaver plusieurs localités en amont et en aval, réfutant l'argument technique faisant état de 15 % de pente, citant en cela l'exemple du tronçon de Thenia.Tout comme ils s'interrogent sur ce projet «qui se terminera en

entonnoir à Yakouren» selon un intervenant.

A titre illustratif, ils diront que l'un des villages situé sur le tracé de ce projet verra 90% de ses terres englouties par le projet. Affichant leur scepticisme face aux arguments de développement que permettra ce projet, ils estiment que le salut viendra de l'agriculture, symbolisée ici par ces terres qui rapportent plus de 80 tonnes d'olives chaque année pour la seule oléiculture.

Une effrayante perspective qui a incité les protestataires à saisir les autorités et à alerter le ministre des Travaux publics qu'ils exhortent à intercéder auprès des responsables de la wilaya de Tizi-Ouzou, restés,

selon eux, sourds à leur «appel de détresse», pour la modification du tracé, synonyme, pour eux, de désastre économique et écologique pour cette région montagneuse. Tout comme ils suggèrent «une étude plus attentive et réfléchie» qu'ils sont prêts à financer. Réfutant, idée de constituer une entrave à ce projet ou de vouloir se substituer aux services concernés, ils s'engagent, au contraire, à aider à la recherche de solution salvatrice évoquant les tracés anciens qui ne nuisaient pas à leurs parcelles de terres.

S'estimant victimes de «hogra» les protestataires titillent l'orgueil national en signalant que même le colonisateur n'a pas osé toucher à

ces terres chargées de symboles. Pour preuve de leur nationalisme ils se disent, en aparté, prêts à céder sans contrepartie leurs modestes parcelles s'il ne s'agissait que de faire passer une simple route nationale qui ne causerait pas de dégâts à leur patrimoine, legs des ancêtres.

A titre d'exemple, ils citent le complexe électro-industriel d'Azazga érigé sur les terres de l'un d'eux sans la moindre indemnisation.

Toujours en aparté, ils menacent de recourir à des actions radicales si leurs démarches pacifiques n'aboutissent pas. Ce qu'ils ne souhaitent pas.

S. Hammoum